

Contribution : Santé – protection sociale à la Conférence régionale de la Picardie du 22 mars 2013.

Ginette DEVAUX – infirmière depuis 36 ans aux urgences/Smur à Hirson.

Le Centre hospitalier de HIRSON, situé aux frontières Nord et Belgique était un établissement MCO (Médecine, Chirurgie, Obstétrique) jusque 2006 qui a vu la disparition de notre Chirurgie et Maternité.

Aujourd'hui, il reste les services d'Urgences/SMUR, un SSR, une Médecine, un CPP (centre périnatal de proximité).

Notre déficit actuel est de l'ordre de 2millions.

Depuis 2009, impulsion et même l'obligation de l'ARS Picardie et l'ARS Nord-PdC pour la création d'une Communauté Hospitalière de Territoire avec le CH de FOURMIES (59) à 15kms de HIRSON, d'où la nomination à l'époque d'un directeur »commun » aux 2 établissements, ce qui entraîne inéluctablement une saignée de Hirson, tant au niveau matériel, financier que médical, au profit de Fourmies !...

Actuellement, un seul directeur décide pour les deux ch. Lorsqu'il établit une convention entre les deux, c'est lui qui la forme, et il la signe une fois pour Fourmies et comme il ne peut qu'être d'accord avec lui-même, il la signe également pour Hirson... Nous n'avons pas de contre pouvoir à Hirson....d'où dérive+++ Nous demandons l'abrogation de cette direction commune !

Depuis 2 ans, suppression des CDD, CDI, plus aucune stagiairisation ni titularisation, s'en est fini de la carrière hospitalière...abandon de tous les projets notamment le Contrat Local de Santé, volonté de se débarrasser de l' Antenne du CAMSP avec un impact important sur une population des plus défavorisées (tous les indicateurs sont au rouge, voire carmin = sanitaires, sociaux, économiques, éloignement, pas d'axes de circulation corrects, augmentation des décès par maladies cardio vasculaires, diabète, cancers, et addictions diverses en sachant que tout cela va de paire avec la misère,la malbouffe, et en raison d'une baisse des actions préventives, par faute de moyens engagés !

C'est toute la population qui est impactée... et surtout nous avons le record de mortalité infantile et une augmenntation importante du nombre de grossesses chez les adolescentes (taux double du taux national !) car depuis la fermeture de la maternité, il n'y a plus d'intervention éducative et préventive de professionnels de santé de l'hôpital dans les collèges et lycées !

Aujourd'hui EDUCATION ET PRÉVENTION = ZERO...

Depuis quelques mois, nous assistons à une volonté de privatiser le labo hospitalier de Hirson et Fourmies. A noter que notre labo d'hirson a été le 1er labo hospitalier de Picardie à obtenir l'attestation Bio Qualité indispensable à la démarche de certification obligatoire COFRAC, il a été rapidement suivi par celui de St Quentin ...

Les syndicats CGT des ch de Hirson et Fourmies luttent contre cette privatisation, avec le soutien du Maire et président du Conseil de Surveillance JJ THOMAS (PS) du député

BRICOUT (PS) et d'un conseiller général et régional (UMP) tout ce beau monde réuni pour protester avec nous... lors de la manif organisée par la CGT le 26 février !!!

La loi HPST donne tous les pouvoirs au directeur, le nôtre sait s'en servir ! Avant le Conseil d'Administration pouvait donner une ligne directrice à l'action du Directeur, aujourd'hui le CA a disparu pour laisser la place au Conseil de surveillance réduit à sa portion congrue et qui n'est plus qu'une SIMPLE CHAMBRE D'ENREGISTREMENT de l'action, à posteriori, du directeur !

Voilà le décor local, pour le département de l'Aisne, Hirson donc va très mal, Laon est menacé sur certains services, château-thierry et Chauny idem, La volonté est de garder 2 gros centres dans le département qui seront Saint Quentin et Soissons !

Les moyens seront donc concentrés et malheureusement de plus en plus éloignés des usagers avec les catastrophes que cela présage.

Nous disons que c'est justement dans les secteurs à situation dramatique que les moyens doivent être redéployés.

RAS LE BOL d'ENTENDRE CETTE LITOTE :

« LA SANTÉ N'A PAS DE PRIX MAIS ELLE A UN COÛT !... »

Car des gouvernants en charge de la Santé publique doivent au contraire être fiers du coût de la santé car cela veut dire qu'ils mettent chaque jour tous les moyens humains matériels et scientifiques devant la maladie et au profit des usagers et pour une santé à laquelle la population est en droit de prétendre tel qu'inscrit dans notre Constitution...

UNE VIE HUMAINE DANS L' AISNE A LA MÊME VALEUR QU'UNE VIE HUMAINE À NEUILLY